

M. de Broglie développe l'interpellation des 160, accuse les tendances du gouvernement en faveur des radicaux, et dit que maintenant les déclarations sont insuffisantes et qu'il faut des actes.

M. Dufaure fait ressortir le caractère conservateur du gouvernement, repousse fortement les doctrines radicales et croit le moment venu de reconnaître le gouvernement républicain pour conjurer les périls révélés par les élections.

La discussion continuera demain, à 9 heures du matin.

Autre dépêche.

Rome, vendredi 23 mai, au soir.
La *Voce della Verità*, répondant à des articles de divers journaux, entre autres du *Mémorial diplomatique* et de l'*Augsburger Zeitung*, relatifs à l'éventualité d'un conclave, s'attache à démontrer qu'aucun gouvernement, même catholique, ne possède le « droit d'exclusion » (*jus exclusivae*). La même feuille expose les motifs pour lesquels, en cas de décès du saint-père, le pape nouvellement élu devrait être un Italien.

Autre dépêche.

Constantinople, vendredi 23 mai, au soir.
Le gouverneur général de la province d'Yémen, Réouf-Pacha, a été nommé ministre de la police.

Havio-Pacha, grand-maître de l'artillerie, s'est tué par accident.
La Porte a protesté auprès de la Hollande à la suite des hostilités contre le sultan d'Atchin.

Autre dépêche.

Londres, samedi 24 mai, au matin.
CHAMBRE DES COMMUNES. — Lord Enfield a déclaré dans la séance de ce matin qu'un prince d'Angleterre assistera au couronnement de S. M. le roi de Suède et de Norvège à Christiania.

D'après des nouvelles de la côte occidentale de l'Afrique, les Achantis ont été battus avec de grandes pertes.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

Le conseil fédéral a approuvé la décision par laquelle le Parlement de l'empire a rejeté la proposition de construire le palais du Parlement à l'emplacement occupé aujourd'hui par le jardin et le théâtre Kroll.

Nous avons dit que le conseil fédéral et le Parlement de l'empire devaient faire une excursion à Brême et à Wilhelmshaven. Le train spécial qui avait emmené les excursionnistes, parti de Berlin le 21 mai au matin, est arrivé à Brême à 2 heures de l'après-midi. Le temps était magnifique et la ville brillamment pavoyée. Une foule immense, avec la musique du 75^e régiment d'infanterie hanseatique, attendait les voyageurs à la gare.

M. le consul Meyer a complimenté les excursionnistes, au nom de la république de Brême, en ces termes :

« Brême, messieurs, vous souhaitez la bienvenue et célébrez votre présence comme un jour de fête. Nous avons peu, ou plutôt nous n'avons rien à vous offrir, mais vous trouverez chez nous, avec notre civisme aux mœurs simples, des sentiments allemands et des cœurs dévoués, qui vous accueillent avec le cri joyeux de : « Vive le conseil fédéral ! Vive le Parlement de l'empire ! »

M. Delbrück, président de la chancellerie de l'empire, a répondu comme suit :

« Je vous remercie bien cordialement au nom du conseil fédéral et du Parlement. Nous venons voir tous ensemble les ouvrages qui s'élèvent pour augmenter la force défensive de l'Allemagne. Brême nous a facilité notre voyage et préparé une brillante réception. Nous acceptons son hospitalité et nous nous réjouissons de voir le développement de la grandeur et de l'importance de cette ville libre de l'empire et place de commerce. Permettez-moi de répondre à votre accueil en disant à mon tour : « Vive Brême ! »

Pendant le trajet, un chaleureux accueil avait été fait aux excursionnistes à Velsen. Le feldmarschal comte de Moltke et M. de Stosch, chef de l'amirauté, prennent part à cette promenade parlementaire.

Le parti vieux-conservateur de la Diète de Prusse vient aussi de publier son manifeste électoral, ou plutôt une profession de foi politique, sociale et religieuse à l'adresse des électeurs, sous la forme d'un exposé des « Principes du parti conservateur-un » de la Diète de Prusse.

Voici la traduction de ce document :

« C'est animés de reconnaissance envers Dieu que nous saluons le rétablissement d'un empire d'Allemagne avec notre roi pour empereur.

« Pour maintenir et consolider la position conquise, la conservation et l'affermissement de la force défensive de notre armée nous paraissent une nécessité inéluctable.

« Nous voulons que l'indépendance des États

liques pour former l'empire d'Allemagne soit loyalement respectée dans la mesure de la garantie de la Constitution de l'empire.

« Tout en sauvegardant pleinement les droits constitutionnels de la représentation de l'empire et des représentations des divers États, nous voulons en Prusse une royauté forte et indépendante et dans l'empire d'Allemagne un pouvoir fédéral établi dans les mêmes conditions.

« L'indépendance de l'empire et celle des divers États confédérés nous paraissent exiger un nouveau développement du budget de l'empire, et cela de façon à ce que le budget devienne indépendant des contributions directes des divers États.

« A cet effet se recommande particulièrement l'imposition d'articles de pure jouissance (*Genussmittel*), qui ne rentrent pas dans la catégorie des objets de première nécessité, ainsi que l'imposition des valeurs de Bourse, qui servent à une spéculation étendue.

« La justice exige la cessation des inégalités actuelles en matière d'impôts.

« Nous sommes opposés à toute législation tendant, non au développement des conditions organiques existantes, mais à leur destruction.

« Le déchaînement sans entraves de la puissance du capital et de celle des masses ouvrières, l'ébranlement de l'ordre établi pour l'exercice des industries et la liberté de trafic illimitée — sans prise en considération des intérêts de l'Etat et de ceux des autres classes de la population — font de profondes blessures aux industries manuelles comme à l'agriculture. Ils ont eu pour conséquence l'avènement d'un esprit dangereux pour l'Etat, de manque de respect envers les droits acquis, les autorités établies et les engagements contractés, — esprit qui réclame d'urgence l'intervention de la législation dans tout le domaine des intérêts économiques si l'on ne veut pas courir le risque de le voir s'attaquer au pouvoir de l'Etat et à tout l'ordre de choses existant.

« Le développement de l'organisation corporative, avec les droits les plus étendus pour l'administration des affaires particulières de la corporation, surtout pour ce qui concerne les métiers, nous paraît commandé par les circonstances.

« Nous sommes opposés à la séparation de l'Etat d'avec l'Eglise et à la déschristianisation du premier, — par conséquent aussi au mariage civil, pour autant qu'il dépasse les limites du mariage civil d'urgence (*Nothzivilehe*).

« Nous voulons une sincère reconnaissance de l'indépendance et de la liberté de l'Eglise évangélique, — de se développer sur la base de la confession qui lui est propre et de l'organisation à laquelle elle a droit, — sans immixtion aucune des organes du pouvoir civil. Nous reconnaissons cependant toujours à l'Etat le droit de s'opposer à des empiétements formels de l'Eglise dans le domaine légal de l'Etat.

« Nous voulons le maintien et l'application des articles de la Constitution sur le caractère confessionnel des écoles primaires et sur la liberté de l'enseignement aussi en faveur de l'Eglise, sous réserve de la surveillance de l'Etat réglée par voie législative.

« A propos de cette profession de foi du parti « conservateur-un » (ainsi appelé parce qu'il doit représenter les fractions conservatrices du Parlement, de la Chambre des Seigneurs et de la Chambre des Députés de Prusse), la *National-Zeitung* dit que d'abord cette appellation n'est pas justifiée puisque l'ancien camp du parti conservateur s'est scindé en deux camps, les nouveaux conservateurs et les conservateurs libéraux, d'un côté, — qui sont ralliés à la politique du gouvernement, — et les vieux conservateurs, — qui lui font de l'opposition.

Ensuite la feuille libérale fait ressortir combien cet exposé de principes est habilement rédigé en ce que le parti dont il émane a soin de s'approprier des vœux qui sont chers au gouvernement, tels que le renforcement de l'armée, le remplacement des contributions matricielles des divers États allemands par des impôts indirects, et en ce qu'il exploite à son profit avec beaucoup d'adresse la malaise sociale qui travaille actuellement certaines classes de la population.

La *National-Zeitung* conclut en disant que le programme des vieux-conservateurs, malgré toutes ses finesses de langage, est bel et bien un programme d'opposition, en dépit des affirmations contraires, et elle prie le camp conservateur de bien vouloir combattre lui aussi à visage découvert.

Tandis que les partis libéraux semblent vouloir marcher d'accord aux prochaines élections, il paraît que l'esprit particulariste prédominera par contre dans le camp transrhodanien. La *Germania*, journal central du parti catholique, ayant donné à entendre que la propagande électorale devait être dirigée d'une manière unitaire et recevoir son mot d'ordre de Berlin, c'est-à-dire de l'organe du chapelain Majunka, — les ultramontains bavarois n'ont pas l'air de vouloir s'accommoder de ce que la *Norddeutsche Zeitung* désignait récemment par le néologisme de *caplanocratie*. Le *Bairische Vaterland*, du moins, l'organe le plus accrédité du parti clérical bavarois, repousse durement les avances de la *Germania* et s'écrit :

« Ah ! les élections doivent être dirigées de Berlin d'une manière unitaire ! » — Rien

qui reconnaissent la préférence (*Preferenz*) seraient donc tout simplement une communauté religieuse persistant à conserver des traditions religieuses nationales, au lieu de vouloir adopter le rite oriental, par lequel Nikon a tenu à les remplacer.

M. Troitzky s'attache à combattre cette interprétation. Il affirme le droit canonique du concile de Moscou de sévir contre les dissidents, et cela à l'aide d'une argumentation remarquablement serrée et pleine d'une érudition du meilleur aloi.

On ne peut que se féliciter de la publication d'un travail de ce genre dans notre presse périodique. La question du dissidentisme russe est un de ces problèmes à l'ordre du jour qu'il importe d'éclaircir par tous les moyens pacifiques. Nous voyons en effet arriver le moment où l'ensemble des grandes réformes du règne actuel rendra impossible d'ignorer plus longtemps le rôle existentiel d'une partie très importante et très prospère de la population russe, qui, tout en prétendant rester dans la communion orthodoxe, refuse catégoriquement de se soumettre aux prescriptions de l'Eglise reconnue par l'Etat. On a essayé contre ces réfractaires opiniâtres tous les moyens combinatoires qu'on a pu inventer. Ils se sont vu privés de presque tous les droits civils et exclus de toute participation aux affaires du pays, et finissent par ne pas moins persister dans leur erreur. Un tel ordre de choses pouvait encore être toléré tant que le peuple russe tout entier n'était point appelé à prendre part à la vie politique et civile de sa patrie.

Désormais il devient impossible. On ne peut point faire bon marché juridiquement de l'exis-

te de cela ! — Nous supposons cependant que nous autres Bavaïrois nous aurons quelque aptitude pour l'organisation du mouvement électoral ainsi que pour le scrutin lui-même, et cela au point que nous n'avons besoin ni d'un mot d'ordre parti de Berlin ni d'une direction prussienne. Que les Berlinois veuillent donc bien nous laisser en paix, car nous autres Bavaïrois nous savons parfaitement ce que nous avons à faire et à ne pas faire, — nous le savons même mieux que les Berlinois.

Pour en finir avec le mouvement électoral, constatons que les fractions polonaises au Parlement de l'empire et à la Diète prussienne ont aussi constitué leur comité en vue des élections. Il est composé de MM. le comte Adolphe Biński, Wladislaw Bendkowski et Edmond Tarczanowski.

PRUSSE. — La *Provincial-Correspondenz* et la *Norddeutsche Zeitung* approuvent à leur tour le discours du trône lu par le comte de Roon à la séance de clôture des Chambres prussiennes, mais leurs articles n'étant que la paraphrase, — un peu plus accentuée, — de ce discours, nous croyons pouvoir nous abstenir de le reproduire ou de les analyser. Nous citerons cependant la conclusion de l'article de la *Provincial-Correspondenz*, qui a une portée spéciale :

« La mission qui incombera à la prochaine législature, dit la feuille semi-officielle, sera non moins considérable et peut-être même plus importante que celle qui vient de finir. Ce n'est pas seulement dans la sphère politique, mais surtout dans le domaine des questions sociales que toutes les forces devront se réunir pour préserver, de concert avec le gouvernement, l'Etat et la société civile de tout danger et pour assurer sous tous les rapports le développement progressif de la prospérité matérielle, intellectuelle et morale de la nation. »

Autriche-Hongrie.

Le *Pester Lloyd* publie la note, datée du 11 mai, par laquelle le ministre des finances autrichien a répondu à la note de M. de Kerkapoly, relativement à la question de la Banque. Dans ce document, le ministre remercie encore le gouvernement hongrois de la bonne volonté dont il a fait preuve à l'occasion de la suspension des statuts de la Banque nationale, et il communique la note adressée par lui au gouverneur de la Banque et dans laquelle la situation du gouvernement, par rapport à la question de cette suspension des statuts, avait été précisée.

Le ministre des finances a communiqué à la même occasion à M. Kerkapoly une copie de la note des directeurs de la Banque par laquelle, à la suite de l'intervention du ministre des finances autrichien, les directeurs de la Banque se déclarent prêts, pour tout le temps que durera la suspension, à tenir compte non-seulement à Vienne, mais aussi dans toutes les succursales, y compris celles de Hongrie, dans la mesure du possible et contre les garanties nécessaires, des besoins du commerce et de l'industrie, spécialement de mettre immédiatement à la disposition de la succursale de la Banque à Pesth la somme de 4 millions de florins pour la durée de trois mois.

À la suite des récentes déclarations de M. Deak concernant le cumul du mandat de député avec des emplois d'administrateur d'entreprises industrielles, — déclarations qui ont déjà commencé à porter leurs fruits, le moins dans la Chambre des Députés hongrois, — le baron de Sennyey a renoncé à la présidence d'une des premières institutions de crédit de Pesth, poste qu'il occupait depuis plusieurs années, et nombre d'autres députés sont sur le point de suivre son exemple et de résigner leurs fonctions de conseiller d'administration.

Nous sommes curieux, dit la *Tages-Presse* de Vienne, de voir lequel des conseillers d'administration de notre prochain Reichsrath suivra le premier l'exemple des représentants du peuple hongrois.

On signale de Vienne deux nouveaux suicides à la suite de la débâcle de la Bourse. Un courtier nommé Fischer s'est jeté dans le Danube, où il a trouvé la mort, et un autre spéculateur nommé Wild s'est ouvert les veines dans un bain, et a succombé aux suites de l'hémorrhagie.

France.

Nous empruntons au *Journal officiel* le projet de loi sur l'organisation des pouvoirs publics, présenté par M. Thiers, président de la république, et par M. Dufaure, garde des sceaux, ministre de la justice, et qui est précédé de l'exposé des motifs suivant :

Par la loi du 13 mars dernier, le gouvernement a été chargé de préparer des projets de loi sur l'organisation et le mode de transmission des pouvoirs législatif et exécutif, sur la création et les attributions d'une seconde Chambre, enfin sur les changements à apporter à la législation électorale.

Depuis que l'Assemblée s'est séparée, nous nous sommes livrés avec assiduité au travail qui nous était prescrit, et nous venons soumettre à votre examen le résultat d'une sérieuse étude, en vous présentant l'ensemble d'une législation bien importante, puisqu'elle

doit tenir lieu d'une Constitution pour le gouvernement de la France.

Messieurs, lorsque vous vous êtes réunis pour la première fois à Bordeaux, tout était ruiné autour de vous. Les agitations insurrectionnelles d'une révolution récente, surtout les efforts désespérés d'une affreuse guerre, avaient porté une perturbation profonde dans l'organisation de l'Etat tout entier. Aucun pouvoir n'était resté intact ; le vôtre seul s'éleva au milieu de nos institutions écroulées, et l'on peut dire qu'en France, de toutes les autorités, il ne restait plus que la souveraineté nationale.

Cette souveraineté, c'était la vôtre ; mais une Assemblée souveraine, de ce qui relève dans l'Etat, qui institue le pouvoir exécutif et le délègue à l'homme de son choix, c'est, au moins en fait, un gouvernement de forme républicaine, et vous lui avez donné son véritable nom quand vous avez nommé votre élu : *Chef du pouvoir exécutif de la république française*, avec une seule réserve, qui d'ailleurs était de droit : celle des prérogatives de la souveraineté nationale, toujours libre, quand il lui convient, de changer la forme du gouvernement. Avec la même réserve, mais en stipulant quelques conditions de durée, vous avez, par la loi du 31 août 1871, confirmé l'ordre établi et décerné au chef du pouvoir exécutif le titre de *Président de la république française*.

La république est donc en ce moment la forme légale de notre gouvernement ; mais le caractère provisoire qui par maintes déclarations lui a été assigné jusqu'ici, plus encore l'état incomplet des institutions dont elle se compose, les lacunes que présentent son organisation, lui refusent les conditions de force et de solidité qui lui seraient nécessaires pour triompher des épreuves qu'elle est destinée à traverser. Tôt ou tard les pouvoirs actuels, auront à subir un renouvellement. Dès à présent, l'incertitude qui plane encore sur le régime que la France doit adopter, affaiblit et compromet le régime existant, et entretient dans les esprits un doute et une inquiétude aussi nuisibles aux intérêts du pays qu'à l'action de l'autorité publique. Il semble, en effet, que toute révolution soit permise contre un ordre de choses déclaré officiellement provisoire ; et ce n'est pas avec ce qu'on pourrait appeler l'ébauche d'un gouvernement que nous pourrions affronter, dans un pays profondément divisé, les nécessités de notre situation et les éventualités de l'avenir.

Sans doute, tout incomplet qu'il est encore, tout dépourvu qu'il est des institutions préétablies que réclame l'expérience, de tous les pays libres, ce gouvernement a pu suffire aux premiers besoins de la France en détresse. Il a réussi à réparer nos maux les plus pressants. Sous vos auspices et avec votre concours, la paix a été faite, l'ordre rétabli, l'administration réorganisée, la tranquillité maintenue, le crédit public relevé et la libération du territoire assurée. Voilà ce qu'une république provisoire a fait pour la France, mais ce qu'elle ne saurait faire tant qu'elle reste à l'état d'essai, d'expédition momentanée, c'est calmer l'inquiétude croissante des esprits, c'est décourager les partis et maîtriser l'audace de leurs prétentions ; c'est procurer à chaque jour la sécurité du lendemain. Il nous reste à prouver au pays comme à l'Europe que confiance est due à notre avenir. Or comment un gouvernement qui semble souvent protester contre sa propre durée, à l'heure où il interfère comme une usurpation de ce qu'il définit, serait-il capable de rassurer la France et le monde sur ses futures destinées et de donner à notre puissance reconnaisse les garanties de la stabilité ?

Telles sont les considérations décisives qui vous ont déterminés, messieurs, à ordonner une réorganisation des pouvoirs publics et à nous charger ainsi de vous présenter tout un plan de gouvernement.

Aux termes mêmes de la loi qui nous donnait cette mission, ce gouvernement pouvait être autre chose qu'un gouvernement républicain. Le travail législatif que nous venons vous présenter en a donc pour premier objet l'établissement régulier. Les circonstances l'exigent ; la politique le commande également. Les avis peuvent être divisés en principe sur la forme de gouvernement la meilleure. Cette question, qui a longtemps occupé, et qui occupera longtemps encore les publicistes, peut être dans la pratique différemment résolue, selon les lieux et les temps. Des esprits étroits ou passionnés pourraient seuls méconnaître les sérieux raisons qui ont déterminé des nations éclairées à placer la monarchie constitutionnelle au rang des conceptions les plus parfaites de la science politique ; mais ce n'est pas la science pure qui décide du choix d'un gouvernement : c'est la possibilité, c'est la nécessité ; c'est la situation du pays obligé de se constituer. En comparant les convictions et les regrets qui s'attachent à une forme politique n'est plus, nous tenons pour évident que l'état de la France ne comporte pas aujourd'hui d'autre régime que la république. Elle est actuellement le gouvernement naturel et nécessaire.

Chaque jour nous manifeste un mouvement général de l'opinion qui, pressé de sortir de l'indécision, lasso des efforts et des promesses contradictoires des partis, veut mettre un terme à cette libre concurrence, qui nourrit leurs illusions et réclame l'adoption positive du seul gouvernement qu'elle regarde comme possible.

N'en doutez pas, messieurs, le jour où à cet

égard toute incertitude sera levée, l'autorité achèvera de reprendre son empire. Une subordination nécessaire s'établira dans tous les degrés de l'administration, les liens de la discipline sociale se resserreront, et les factions perdront leur arme la plus redoutable quand elles ne pourront plus propager la défiance entre les pouvoirs comme entre les citoyens, ni supposer des réticences dans les déclarations les plus franches, des arrière-pensées dans les plus fermes résolutions.

Quand on insiste pour obliger le gouvernement à se déclarer provisoire, on ne s'aperçoit pas que l'on affaiblit l'autorité à laquelle on prescrit en même temps d'être forte. On obscurcit le langage même des lois, impuissantes à protéger un pouvoir qu'elles n'ont pas nommé. On rend incertain et flottant la notion du devoir chez les fonctionnaires de tout ordre. Une sorte d'équivoque générale enveloppe toutes les situations, comme elle atteint le gouvernement lui-même, et l'équivoque dans le gouvernement est un encouragement à toutes les espérances révolutionnaires. C'est ainsi que l'ordre, bien qu'énergiquement maintenu, a pu paraître menacé au milieu de la tranquillité générale. Loin d'en être surpris, il faut s'étonner au contraire qu'une nation si vive, si prompte, ait pu supporter avec calme une expérience sans exemple dans l'histoire, celle d'une société qui se relève et se fortifie en n'osant s'avouer à elle-même le gouvernement qu'elle s'est donné.

Ce sera donc, messieurs, rendre au pouvoir et à l'ordre une garantie qui leur est nécessaire, de ôter au gouvernement l'apparence d'un problème sans solution, en organisant résolument la république. Si des partis osent ensuite menacer la société, l'énergie que nous opposerons à leurs attaques ne sera plus soupçonnée de servir les vus suspects d'une réaction, quand nous marcherons, enseignés des épreuves, pour la défense de la république conservatrice.

La pensée générale de la législation que nous venons vous soumettre, c'est donc, en évitant toute proclamation fastueuse, l'organisation positive et pratique du gouvernement républicain, comme découlant naturellement et nécessairement de l'état présent des choses.

Les institutions fondamentales sur lesquelles doit reposer ce gouvernement n'ont pu être pour nous l'objet d'une longue recherche. La loi du 13 mars avait décerné d'avance qu'il y aurait deux Chambres, et une opinion presque unanime avait décidé que le pouvoir exécutif serait remis dans une seule main. C'était donc un article écrit pour ainsi dire d'avance que celui qui porte que notre gouvernement se compose d'un Sénat, d'une Chambre des Représentants et d'un président de la république.

Si l'existence de la première de ces deux Assemblées pouvait être encore remise en question, il serait facile de rappeler quels graves motifs en démontraient la nécessité. Dans tout Etat libre, surtout dans toute république, dans toute démocratie, le grand danger est l'entraînement, et à la suite de l'entraînement, la précipitation. On s'y dérobe souvent par passion plus que par conseil. Aussi l'art de tous les fondateurs d'un régime populaire a-t-il été d'y introduire la maturité dans les délibérations, d'opposer au mouvement de l'opinion publique le contrôle permanent de l'expérience, et l'on trouverait difficilement dans l'histoire, même en remontant jusqu'à l'antiquité, une Constitution qui n'ait point placé à côté ou au-dessus de l'opinion populaire quelque corps destiné à la diriger ou du moins à la tempérer, et à ralentir son action. Partout on a senti le danger d'un pouvoir unique et sans contre-poids. Quelle que soit sa forme et son origine, il dégénère en despotisme. Tous les pays libres de l'Europe, ont deux Chambres. La Convention Nationale, éclairée par une terrible expérience, introduisit la première en France cette dualité nécessaire, et tandis que la sagesse britannique couvre le monde de colonies admirablement libres où cette double garantie est soigneusement consacrée, chacune des trente-six républiques de l'Amérique du Nord présente cette même division de la législature, qui, au sommet de l'édifice fédéral, se reproduit par cette institution admise de tous les publicistes : « le Sénat des Etats-Unis. »

Une Assemblée, dont le nom de Sénat paraît déjà définir la nature, doit au caractère représentatif, sans lequel elle n'aurait nulle autorité, joindre celui d'un conseil de gouvernement. C'est-à-dire qu'elle doit être élective comme l'autre Chambre, mais moins nombreuse qu'elle. Si donc celle-ci se compose d'environ cinq cents membres, celle-là n'en comptera guère plus de deux cents, cinquante. De même, tandis que l'une s'ouvrira à la jeunesse, l'autre n'admettra que des hommes d'un âge plus voisin de la maturité. Nous vous proposons de fixer à trente-cinq ans l'âge où l'on commencera d'être éligible au Sénat.

Nous venons de dire que le Sénat devait être élu. En France, la base de l'élection est aujourd'hui le suffrage universel. C'est donc du suffrage universel que le Sénat devra émaner. Mais il y a deux manières de mettre en action le suffrage universel : l'élection directe ou l'élection à deux degrés. Il se présenterait de fortes raisons pour essayer, en faveur du Sénat, ce dernier système. Il se recommande par la préférence qui lui a été donnée la première fois que l'établissement régulier de la république a été tenté parmi nous,

dont l'usage a été fait à Bordeaux, tout était ruiné autour de vous. Les agitations insurrectionnelles d'une révolution récente, surtout les efforts désespérés d'une affreuse guerre, avaient porté une perturbation profonde dans l'organisation de l'Etat tout entier. Aucun pouvoir n'était resté intact ; le vôtre seul s'éleva au milieu de nos institutions écroulées, et l'on peut dire qu'en France, de toutes les autorités, il ne restait plus que la souveraineté nationale.

Cette souveraineté, c'était la vôtre ; mais une Assemblée souveraine, de ce qui relève dans l'Etat, qui institue le pouvoir exécutif et le délègue à l'homme de son choix, c'est, au moins en fait, un gouvernement de forme républicaine, et vous lui avez donné son véritable nom quand vous avez nommé votre élu : *Chef du pouvoir exécutif de la république française*, avec une seule réserve, qui d'ailleurs était de droit : celle des prérogatives de la souveraineté nationale, toujours libre, quand il lui convient, de changer la forme du gouvernement.

Avec la même réserve, mais en stipulant quelques conditions de durée, vous avez, par la loi du 31 août 1871, confirmé l'ordre établi et décerné au chef du pouvoir exécutif le titre de *Président de la république française*.

La république est donc en ce moment la forme légale de notre gouvernement ; mais le caractère provisoire qui par maintes déclarations lui a été assigné jusqu'ici, plus encore l'état incomplet des institutions dont elle se compose, les lacunes que présentent son organisation, lui refusent les conditions de force et de solidité qui lui seraient nécessaires pour triompher des épreuves qu'elle est destinée à traverser. Tôt ou tard les pouvoirs actuels, auront à subir un renouvellement. Dès à présent, l'incertitude qui plane encore sur le régime que la France doit adopter, affaiblit et compromet le régime existant, et entretient dans les esprits un doute et une inquiétude aussi nuisibles aux intérêts du pays qu'à l'action de l'autorité publique. Il semble, en effet, que toute révolution soit permise contre un ordre de choses déclaré officiellement provisoire ; et ce n'est pas avec ce qu'on pourrait appeler l'ébauche d'un gouvernement que nous pourrions affronter, dans un pays profondément divisé, les nécessités de notre situation et les éventualités de l'avenir.

Sans doute, tout incomplet qu'il est encore, tout dépourvu qu'il est des institutions préétablies que réclame l'expérience, de tous les pays libres, ce gouvernement a pu suffire aux premiers besoins de la France en détresse. Il a réussi à réparer nos maux les plus pressants. Sous vos auspices et avec votre concours, la paix a été faite, l'ordre rétabli, l'administration réorganisée, la tranquillité maintenue, le crédit public relevé et la libération du territoire assurée. Voilà ce qu'une république provisoire a fait pour la France, mais ce qu'elle ne saurait faire tant qu'elle reste à l'état d'essai, d'expédition momentanée, c'est calmer l'inquiétude croissante des esprits, c'est décourager les partis et maîtriser l'audace de leurs prétentions ; c'est procurer à chaque jour la sécurité du lendemain. Il nous reste à prouver au pays comme à l'Europe que confiance est due à notre avenir. Or comment un gouvernement qui semble souvent protester contre sa propre durée, à l'heure où il interfère comme une usurpation de ce qu'il définit, serait-il capable de rassurer la France et le monde sur ses futures destinées et de donner à notre puissance reconnaisse les garanties de la stabilité ?

Telles sont les considérations décisives qui vous ont déterminés, messieurs, à ordonner une réorganisation des pouvoirs publics et à nous charger ainsi de vous présenter tout un plan de gouvernement.

Aux termes mêmes de la loi qui nous donnait cette mission, ce gouvernement pouvait être autre chose qu'un gouvernement républicain. Le travail législatif que nous venons vous présenter en a donc pour premier objet l'établissement régulier. Les circonstances l'exigent ; la politique le commande également. Les avis peuvent être divisés en principe sur la forme de gouvernement la meilleure. Cette question, qui a longtemps occupé, et qui occupera longtemps encore les publicistes, peut être dans la pratique différemment résolue, selon les lieux et les temps. Des esprits étroits ou passionnés pourraient seuls méconnaître les sérieux raisons qui ont déterminé des nations éclairées à placer la monarchie constitutionnelle au rang des conceptions les plus parfaites de la science politique ; mais ce n'est pas la science pure qui décide du choix d'un gouvernement : c'est la possibilité, c'est la nécessité ; c'est la situation du pays obligé de se constituer. En comparant les convictions et les regrets qui s'attachent à une forme politique n'est plus, nous tenons pour évident que l'état de la France ne comporte pas aujourd'hui d'autre régime que la république. Elle est actuellement le gouvernement naturel et nécessaire.

Chaque jour nous manifeste un mouvement général de l'opinion qui, pressé de sortir de l'indécision, lasso des efforts et des promesses contradictoires des partis, veut mettre un terme à cette libre concurrence, qui nourrit leurs illusions et réclame l'adoption positive du seul gouvernement qu'elle regarde comme possible.

N'en doutez pas, messieurs, le jour où à cet

égard toute incertitude sera levée, l'autorité achèvera de reprendre son empire. Une subordination nécessaire s'établira dans tous les degrés de l'administration, les liens de la discipline sociale se resserreront, et les factions perdront leur arme la plus redoutable quand elles ne pourront plus propager la défiance entre les pouvoirs comme entre les citoyens, ni supposer des réticences dans les déclarations les plus franches, des arrière-pensées dans les plus fermes résolutions.

Quand on insiste pour obliger le gouvernement à se déclarer provisoire, on ne s'aperçoit pas que l'on affaiblit l'autorité à laquelle on prescrit en même temps d'être forte. On obscurcit le langage même des lois, impuissantes à protéger un pouvoir qu'elles n'ont pas nommé. On rend incertain et flottant la notion du devoir chez les fonctionnaires de tout ordre. Une sorte d'équivoque générale enveloppe toutes les situations, comme elle atteint le gouvernement lui-même, et l'équivoque dans le gouvernement est un encouragement à toutes les espérances révolutionnaires. C'est ainsi que l'ordre, bien qu'énergiquement maintenu, a pu paraître menacé au milieu de la tranquillité générale. Loin d'en être surpris, il faut s'étonner au contraire qu'une nation si vive, si prompte, ait pu supporter avec calme une expérience sans exemple dans l'histoire, celle d'une société qui se relève et se fortifie en n'osant s'avouer à elle-même le gouvernement qu'elle s'est donné.

Ce sera donc, messieurs, rendre au pouvoir et à l'ordre une garantie qui leur est nécessaire, de ôter au gouvernement l'apparence d'un problème sans solution, en organisant résolument la république. Si des partis osent ensuite menacer la société, l'énergie que nous opposerons à leurs attaques ne sera plus soupçonnée de servir les vus suspects d'une réaction, quand nous marcherons, enseignés des épreuves, pour la défense de la république conservatrice.

La pensée générale de la législation que nous venons vous soumettre, c'est donc, en évitant toute proclamation fastueuse, l'organisation positive et pratique du gouvernement républicain, comme découlant naturellement et nécessairement de l'état présent des choses.

Les institutions fondamentales sur lesquelles doit reposer ce gouvernement n'ont pu être pour nous l'objet d'une longue recherche. La loi du 13 mars avait décerné d'avance qu'il y aurait deux Chambres, et une opinion presque unanime avait décidé que le pouvoir exécutif serait remis dans une seule main. C'était donc un article écrit pour ainsi dire d'avance que celui qui porte que notre gouvernement se compose d'un Sénat, d'une Chambre des Représentants et d'un président de la république.

Si l'existence de la première de ces deux Assemblées pouvait être encore remise en question, il serait facile de rappeler quels graves motifs en démontraient la nécessité. Dans tout Etat libre, surtout dans toute république, dans toute démocratie, le grand danger est l'entraînement, et à la suite de l'entraînement, la précipitation. On s'y dérobe souvent par passion plus que par conseil. Aussi l'art de tous les fondateurs d'un régime populaire a-t-il été d'y introduire la maturité dans les délibérations, d'opposer au mouvement de l'opinion publique le contrôle permanent de l'expérience, et l'on trouverait difficilement dans l'histoire, même en remontant jusqu'à l'antiquité, une Constitution qui n'ait point placé à côté ou au-dessus de l'opinion populaire quelque corps destiné à la diriger ou du moins à la tempérer, et à ralentir son action. Partout on a senti le danger d'un pouvoir unique et sans contre-poids. Quelle que soit sa forme et son origine, il dégénère en despotisme. Tous les pays libres de l'Europe, ont deux Chambres. La Convention Nationale, éclairée par une terrible expérience, introduisit la première en France cette dualité nécessaire, et tandis que la sagesse britannique couvre le monde de colonies admirablement libres où cette double garantie est soigneusement consacrée, chacune des trente-six républiques de l'Amérique du Nord présente cette même division de la législature, qui, au sommet de l'édifice fédéral, se reproduit par cette institution admise de tous les publicistes : « le Sénat des Etats-Unis. »

Une Assemblée, dont le nom de Sénat paraît déjà définir la nature, doit au caractère représentatif, sans lequel elle n'aurait nulle autorité, joindre celui d'un conseil de gouvernement. C'est-à-dire qu'elle doit être élective comme l'autre Chambre, mais moins nombreuse qu'elle. Si donc celle-ci se compose d'environ cinq cents membres, celle-là n'en comptera guère plus de deux cents, cinquante. De même, tandis que l'une s'ouvrira à la jeunesse, l'autre n'admettra que des hommes d'un âge plus voisin de la maturité. Nous vous proposons de fixer à trente-cinq ans l'âge où l'on commencera d'être éligible au Sénat.

Nous venons de dire que le Sénat devait être élu. En France, la base de l'élection est aujourd'hui le suffrage universel. C'est donc du suffrage universel que le Sénat devra émaner. Mais il y a deux manières de mettre en action le suffrage universel : l'élection directe ou l'élection à deux degrés. Il se présenterait de fortes raisons pour essayer, en faveur du Sénat, ce dernier système. Il se recommande par la préférence qui lui a été donnée la première fois que l'établissement régulier de la république a été tenté parmi nous,

avec l'adjonction des députations françaises étrangères à l'Europe, porterait la Chambre des Représentants au chiffre de 537.

Ce système, qui paraît nouveau, a cependant en d'autres temps été recommandé, après de mémorables discussions, par les plus grandes autorités, et une assez longue expérience en a montré tous les avantages. Ces avantages sont tels que nous n'avons pas hésité à le préférer au système plus récemment admis du scrutin de liste.

Nous devons d'abord remarquer que dans tous les pays célèbres par leur liberté, on se garde de donner à une députation non breuse à chaque corps électoral. « La loi américaine », dit un écrivain qui fait autorité (1), veut qu'on ne nomme jamais qu'un député à la fois; il n'y a pas de scrutin de liste. Il faut que les électeurs ne choisissent qu'une personne et connaissent bien la personne qu'ils choisissent.

S'il est en effet, en matière d'élection, une idée simple et contestable, c'est qu'il importait que l'électeur agit avec discernement. Si cette condition ne peut être entièrement remplie, elle sera plus près de l'être, quand on peut s'assurer qu'il connaît au moins de réputation celui auquel il donne ou devrait donner sa confiance avec sa voix. Or, l'électeur et l'élus se connaîtront d'autant mieux l'un l'autre, qu'ils seront plus rapprochés, et ce rapprochement est d'autant plus nécessaire, que le corps électoral est plus nombreux. Plus l'élection est populaire, plus il est à craindre que ces conditions ne soient pas remplies, et c'est à la loi d'y pourvoir. Elle n'y pourvoit nullement, en autorisant le scrutin de liste, lorsque les députés à élire sont nombreux. Il soumet, ou plutôt il impose à des masses qui les ignorent une suite infinie de noms désignés arbitrairement tantôt par les partis, tantôt par l'autorité, et les masses sont obligées de les accepter sur parole, de les adopter avec une aveugle indifférence, à moins qu'à la voix d'un parti elles ne cèdent à ces passions politiques qui sont une autre espèce d'aveuglement.

Dans un pareil système, la plupart des électeurs votent l'inconnu. Les candidats dont les noms parviennent souvent pour la première fois aux oreilles de la population; ne se recommandant plus par la réputation acquise, par la notoriété locale, par des antécédents qui aient eu le public pour témoin. Leur seul titre est l'adoption de leur nom par un comité central qui ne tient nul compte des diversités d'opinions et d'intérêts que présente un département dans toute son étendue. Le vœu des minorités n'a aucune chance de se faire jour et l'esprit de parti domine sans résistance. Dans notre opinion, une grande partie des critiques dirigées contre notre système électoral doivent être adressées au scrutin de liste.

Il n'en est pas de même de l'élection par arrondissement. Elle est favorable aux influences permanentes de la société. Elle leur fait une juste part dans la représentation, qu'elle rend plus complète et plus vraie. Elle sert le suffrage universel en éclairant davantage sur ses choix. La volonté des électeurs est plus libre, leur choix est plus spontané; et il se forme, plus intime. Le plus souvent ils sont connus des longtemp et ils ne deviennent pas étrangers les uns aux autres, après l'expiration du mandat. Aussi les devoirs du mandataire envers ses commettants s'imposent-ils à lui d'une manière plus distincte. Il a le besoin de conserver toujours ses droits à leur estime, et l'honneur de son avenir dépend de la conduite qu'il aura suivie pendant la durée de sa mission. Lui aussi il ménage la popularité, mais la bonne, la vraie, la populaire durable.

Le gouvernement recommande donc avec instance à l'attention de l'Assemblée l'élection par arrondissement. Il y voit le moyen le plus efficace d'écartier les inconvénients que l'on a pu reprocher à la pratique ordinaire du suffrage universel, et la meilleure ligne à opposer à ces entraînements de l'opinion qui inspirent de si vives alarmes. Il ne fait aucune difficulté de déclarer que si le système qu'il propose n'était pas adopté, il regarderait comme sérieusement compromis le succès de l'œuvre de réorganisation politique que vous allez entreprendre.

Telle est donc la constitution de la Chambre des Représentants. Ses membres seront élus directement par le suffrage universel, chacun dans une circonscription spéciale. La Chambre sera renouvelée intégralement tous les cinq ans.

Il nous reste à vous entretenir, messieurs, du pouvoir exécutif. C'est la question qu'on a regardé longtemp comme la plus grave difficulté de l'institution d'une république dans les grands États. Heureusement de nombreux exemples, notre propre expérience, et surtout les nécessités qui pressent sur un vieux et important pays comme le nôtre, celles enfin qui découlent de la position géographique lèvent les principaux doutes qui ont rendu longtemp la science incertaine. Ainsi, l'on ne conteste plus que le pouvoir exécutif tout entier, ce grand ressort du gouvernement, doive être confié à un magistrat unique dont l'origine soit élective, la responsabilité réelle, la mission temporaire. Nous vous proposons de fixer à cinq ans la durée du pouvoir du président de la république. Il devra avoir au moins quarante ans; il sera rééligible. Il nous semble que tous ces points sont hors de la discussion.

Ses attributions ne donneront pas lieu à de nombreux plus longs débats. Elles avaient été fixées d'une manière satisfaisante par la Constitution de 1848. Plus encore qu'aucun texte de loi, les habitudes et les besoins de la France obligent à concentrer dans les mains du premier magistrat des pouvoirs très étendus et très divers, qui sont localisés sans inconvénients en d'autres pays. Mais parmi nous l'unité d'action du gouvernement est la condition absolue du salut public. C'est là encore un point sur lequel nous ne prévoyons pas de grandes contradictions.

Cependant, il est une attribution nouvelle qu'il nous paraît indispensable de mettre au rang des droits du pouvoir exécutif, et qui a besoin d'être justifiée. On a pu voir que les conditions du régime parlementaire étaient entrées dans nos mœurs à ce point que nous sommes obligés de les transporter dans la république sans complètement peut-être que ne le comporterait la théorie, bien plus assurément que ne l'admet l'Amérique. Ici nous sommes contraints de nous écarter de ce modèle des institutions républicaines dans les temps modernes. C'est que la France a besoin d'être gouvernée bien davantage. Le citoyen français ne se croirait pas en sûreté, si la puissance publique pratiquait sans restriction la maxime célèbre: « Laissez faire, laissez passer. » Il faut qu'elle porte partout la main, et se responsabilise s'accroît dans la même proportion que son intervention nécessaire.

Si la tranquillité est troublée dans un village, il est en demande compte au pouvoir central. Aussi la présence des ministres et quelquefois celle du président de la république sont-elles nécessaires dans les Chambres qui peuvent forcément devenir une arène où l'on se dispute le pouvoir. Si la liberté gagne quelque chose à cette perpétuelle mise en question de l'existence des cabinets, la stabilité, la constance de direction, la suite des affaires peuvent y perdre, et les ambitions, incessamment exci-

tées par la chance du succès, peuvent entraîner à leur suite des assemblées dont elles exploitent les passions. La proie offerte à l'esprit de parti en redouble l'ardeur, et il est impossible de s'assurer que jamais la Chambre des Représentants, soit par des résolutions téméraires, soit par une résistance systématique, soit par des agressions acharnées, ne finira pas par égarer la politique, paralyser l'action du pouvoir et mettre en question l'existence même du gouvernement; il faut un remède à ce mal; il faut une précaution contre ce danger possible. La monarchie constitutionnelle l'a trouvée dans le droit de dissolution. Cette faculté suprême, exercée à propos, peut redresser les écarts de l'opinion, ralentir ses mouvements précipités, forcer enfin le pays à réfléchir, tout en lui laissant le dernier mot.

Pourquoi n'emprunterions-nous pas à la monarchie son remède, quand nous pouvons avoir à craindre les mêmes maux qu'elle? Une dissolution n'est, après tout, qu'un appel au pays, une occasion nouvelle qui lui est donnée de manifester sa volonté. Rien donc n'empêche d'introduire ce droit conservateur de tous les autres droits dans un ordre de choses de fraîche date où ils courent le risque d'être parfois méconnus. Mais, nous en convenons, le pouvoir exécutif, qui sera le premier à souffrir de l'atteinte portée à la bonne direction des affaires, qui le premier s'apercevra de la nécessité de la rétablir, ne saurait être investi de la prérogative supérieure et vraiment royale de dissoudre à volonté la Chambre des Représentants. C'est sans doute à lui de reconnaître la nécessité d'une telle mesure, à lui que doit en appartenir l'initiative. Mais, après qu'il l'a proposée, il ne reste que le Sénat qui puisse être revêtu du droit de la sanctionner. Il en usera avec autorité, parce qu'il n'en usera qu'avec réserve. C'est un corps en quelque sorte permanent, du moins insensiblement renouvelable, supérieur aux émotions du moment, et qui saura bien apprécier ce que les circonstances exigent ou comportent, et distinguer le cas où le pouvoir exécutif en entrant en lutte avec la Chambre des Représentants obéit à un véritable intérêt public, des cas où il cède à l'impétuosité du frein.

Le droit de dissolution, confié au Sénat sur l'initiative du président, nous paraît, dans un pays tel que le nôtre, une des conditions indispensables du salut de l'ordre constitutionnel dans ces jours d'orage qu'il faut prévoir si l'on veut les éviter. Ne négligeons pas de munir le vaisseau d'ancre de miséricorde pour le soutenir contre la tempête.

On demandera si les précautions que nous proposons contre les écarts de la Chambre des Représentants ne pourraient pas être prises également contre les erreurs du Sénat. Il faut considérer que cette Assemblée, par sa composition, ne sera pas soumise aux accès d'une fièvre populaire. D'ailleurs, c'est la raison décisive, une Assemblée soumise tous les deux ans à un renouvellement partiel est destinée à se modifier graduellement et doit échapper à ces changements brusques qui troublent inopinément le cours tranquille de la vie des peuples.

Mais pour que le président de la république puisse être mis en possession d'une aussi grande prérogative que le partage et l'initiative du droit de dissolution, il fallait que, par son origine, son pouvoir eût une véritable indépendance. Il ne peut être le délégué d'une seule Assemblée, ni même de deux Assemblées réunies. Il descendrait ainsi au rang d'une autorité subordonnée.

Trois modes d'élection à la présidence de la république peuvent être proposés.

Le premier est l'élection directe par le suffrage universel. Ce mode déjà éprouvé n'a pas laissé un souvenir qui le recommande.

Il est évident qu'il confère à un pouvoir responsable devant les Chambres, une supériorité morale sur ces Chambres mêmes. Le suffrage universel concentre sur un seul homme fait de lui comme une personnification de la souveraineté nationale. Une telle inégalité ne saurait être sans danger introduite entre les pouvoirs publics.

C'est ici qu'il faudrait au moins recourir aux deux degrés d'élection. Tel est le mode employé aux États-Unis, où des électeurs, nommés dans chaque État en nombre égal à celui de ses représentants et de ses sénateurs au Congrès, votent pour l'élection du président. Si aucun candidat n'a la majorité voulue, la Chambre des Représentants, votant par État, choisit entre les trois noms qui ont eu le plus de voix.

Nous avions d'abord penché pour une imitation de ce système, et sans doute elle pouvait être justifiée par plus d'un spécieux argument. Mais nous avons considéré que, sous des apparences différentes, ce procédé n'était à beaucoup d'égards qu'une reproduction déguisée du suffrage direct.

En choisissant l'électeur du président futur, on ne peut s'empêcher de se poser une question unique: « Quel président élira-t-il? » Le mandat impératif devient donc la conséquence forcée de mode d'élection, et alors le suffrage universel désignerait indirectement, mais aussi impérativement que s'il était direct, celui qu'il appellerait à la suprême magistrature. En Amérique, on sait que sera l'élu avant que le collègue pour l'élection précédente ne soit assemblé.

Nous nous sommes donc décidés pour un troisième mode d'élection qui admet deux degrés, mais qui, en assurant au président une incontestable indépendance, ne le place à aucun égard au-dessus des deux Chambres, et ne peut ni lui inspirer la tentation, ni lui donner les moyens de les dominer. Suivant nous, le président sera élu par les deux Chambres réunies, auxquelles le choix de chacun des conseils généraux ajoutera trois membres élus. Cette réunion devra s'appeler le *Congrès présidentiel*. On remarquera que c'est encore une élection à deux et même à trois degrés, et qu'ainsi le suffrage de la nation entière reste la source commune de tous les pouvoirs électifs.

Le président, qui devra être âgé d'au moins 40 ans, sera élu pour cinq années comme la Chambre des Représentants. Ses pouvoirs expireront au début périodique de toute législature nouvelle. Mais ils seront continués de droit pendant la période électorale, et jusqu'à ce que le Congrès présidentiel ait terminé ses opérations, qui devront commencer aussitôt que les deux Chambres seront constituées.

Tel est, en substance, le projet de loi que nous soumettons, messieurs, à vos délibérations. Nous nous sommes gardés de demander à la spéculation de hasards nouveaux; nous nous sommes arrêtés à des dispositions simples, qui rentrent dans les habitudes constitutionnelles de notre pays, et dont il nous semble facile de prévoir les effets pratiques.

Bien convaincus que l'état des partis, que l'éternel conflit des souvenirs, des prétentions, des espérances, ne permettent pas de fonder dans notre France autre chose que la république, nous ne nous sommes pas cru cependant obligés de suivre l'esprit républicain dans ses dernières conséquences. C'est à donner tout à l'inconnu et tout à l'exigence de votre confiance.

Nous avons cru mieux entrer dans votre pensée en nous attachant à concentrer fortement le pouvoir et en constituant un gouvernement qui pût résister à tous les chocs et triompher de tous les obstacles. A ces conditions seulement, la république peut être con-

servatrice, et tant qu'elle sera conservatrice, mais pas au delà, elle sera durable.

PROJET DE LOI.

Art. 1^{er}. Le gouvernement de la république française se compose d'un Sénat, d'une Chambre des Représentants et d'un président de la république, chef du pouvoir exécutif.

Art. 2. Le Sénat est formé de 265 membres, citoyens français, âgés de trente-cinq ans au moins, jouissant de tous leurs droits civils, politiques et de famille.

La Chambre des Représentants est formée de 537 membres, citoyens français, âgés de vingt-cinq ans au moins, jouissant de tous leurs droits civils, politiques et de famille.

Le président de la république doit avoir quarante ans au moins et jouir de tous ses droits civils, politiques et de famille.

Art. 3. Le Sénat est nommé pour dix ans et se renouvelle par cinquième tous les deux ans.

La Chambre des Représentants est nommée pour cinq ans et se renouvelle intégralement après la cinquième année.

Le président de la république est nommé pour cinq ans; il peut être réélu.

Art. 4. Chacun des quatre-vingt-six départements de la France nomme trois sénateurs; le territoire de Belfort, les départements de l'Algérie, des îles de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe en nomment chacun un.

L'élection est faite par le suffrage direct de tous les électeurs du département, du territoire ou de la colonie, et au scrutin de liste pour les départements de la France.

Art. 5. Ne peuvent être élus aux fonctions de sénateur que :

- 1^o Les membres de la Chambre des Représentants;
- 2^o Les anciens membres des Assemblées législatives;
- 3^o Les ministres et anciens ministres;
- 4^o Les membres du conseil d'État, de la cour de cassation et de la cour des comptes;
- 5^o Les présidents et les anciens présidents des conseils généraux;
- 6^o Les membres de l'Institut;
- 7^o Les membres nommés du conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie;
- 8^o Les cardinaux, archevêques et évêques;
- 9^o Les présidents des deux consistoires de la confession d'Augsbourg qui comptent le plus grand nombre d'électeurs et des douze consistoires de la religion réformée qui comptent le plus grand nombre d'électeurs;
- 10^o Le président et le grand rabbin du consistoire central des israélites de France;
- 11^o Les maréchaux et généraux de division, les amiraux et vice-amiraux en activité de service ou dans le cadre de réserve; les gouverneurs de l'Algérie et des trois grandes colonies ayant exercé ces fonctions pendant cinq ans;
- 12^o Les préfets en activité de service;
- 13^o Les maires des villes au-dessus de 100,000 âmes;
- 14^o Les fonctionnaires qui ont rempli pendant dix ans les fonctions de directeurs dans les administrations centrales des ministères;
- 15^o Les magistrats en retraite qui ont appartenu à la cour de cassation, aux cours d'appel ou qui ont rempli les fonctions de président d'un tribunal civil.

Art. 6. Les éligibles désignés aux paragraphes 1^{er}, 4 et 12 de l'article précédent déclareront dans les quinze jours qui suivront les élections s'ils entendent accepter les fonctions de sénateur. Leur silence équivaudra à un refus; leur acceptation entraînera de plein droit leur démission des emplois qu'ils occupaient.

Art. 7. Chacun des 362 arrondissements de la France y compris le territoire de Belfort nomme un représentant. Toutefois les arrondissements dont la population dépasse 100,000 habitants éliront autant de représentants qu'il y aura de fois 100,000 habitants, toute fraction supplémentaire comptant comme 100,000 habitants.

La répartition ne pourra être modifiée qu'en vertu du recensement quinquennal de la population et par une loi.

Il est attribué deux représentants à chacun des départements de l'Algérie et un à chacune des six colonies de la Réunion, la Martinique, la Guadeloupe, le Sénégal, la Guyane et l'Inde française.

Art. 8. L'élection des représentants se fait par le vote direct de tous les électeurs de l'arrondissement. L'arrondissement qui aura plusieurs sections qu'il aura de représentants. Les sections seront formées par agglomérations de cantons. Elles ne pourront être établies et modifiées que par la loi.

Art. 9. Le président de la république est nommé par un Congrès composé : 1^o des membres du Sénat; 2^o des membres de la Chambre des Représentants; 3^o d'une députation de trois membres désignés par chacun des conseils généraux de France et d'Algérie dans leur session annuelle du mois d'août.

Ce Congrès sera présidé par le président du Sénat.

Art. 10. Lorsqu'il y aura lieu à nommer le président de la république, le président du Sénat, dans les huit jours, convoquera les sénateurs, les représentants et les conseillers généraux désignés.

Le délai pour la réunion n'excédera pas quinze jours.

Le président de la république sera nommé à la majorité absolue des suffrages.

Le président du Sénat notifiera la nomination au président de la république élu et au président de la Chambre des Représentants.

ATTRIBUTIONS DES POUVOIRS PUBLICS.

Art. 11. L'initiative des lois appartient aux deux Chambres et au président de la république.

Les deux Chambres concourent également à la confection des lois. Toutefois, les lois d'impôt sont soumises d'abord à la Chambre des Représentants.

Le Sénat peut être constitué en cour de justice pour juger les poursuites en responsabilité contre le président et les ministres, et les généraux en chef des armées de terre et de mer.

Art. 12. Chacune des Chambres est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection; elle peut seule recevoir leur démission.

Art. 13. Les sénateurs et les représentants ne pourront être recherchés, accusés, ni jugés en aucun temps pour les opinions qu'ils auront émises dans la Chambre à laquelle ils appartiennent.

Ils ne pourront être arrêtés en matière criminelle, sauf le cas de flagrant délit, ni poursuivis qu'après que la Chambre dont ils font partie a autorisé la poursuite.

Art. 14. Le président de la république promulgue les lois lorsqu'elles ont été votées par les deux Chambres. Il en surveille et assure l'exécution.

Il négocie et ratifie les traités. Aucun traité n'est définitif qu'après avoir été approuvé par les deux Chambres.

Il a le droit de faire grâce; les amnisties ne peuvent être accordées que par une loi.

Il dispose de la force armée sans pouvoir la commander en personne.

Il préside aux solennités nationales; les en-

voies et les ambassadeurs des puissances étrangères sont accrédités auprès de lui.

Le président de la république et les ministres pris soit individuellement soit collectivement, sont responsables des actes du gouvernement.

Art. 15. Lorsque le président de la république estimera que l'intérêt du pays exige le renouvellement de la Chambre des Représentants avant l'expiration normale de ses pouvoirs, il demandera au Sénat l'autorisation de la dissoudre. Cette autorisation ne pourra être donnée qu'en comité secret et à la majorité des voix. Elle devra être donnée dans un délai de huit jours.

Les collèges électoraux devront être convoqués dans les trois jours qui suivront la notification faite au président de la république du vote affirmatif du Sénat.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Art. 16. Lorsque l'Assemblée Nationale aura déterminé par un vote l'époque où elle se séparera, le président de la république convoquera les collèges électoraux pour l'élection des représentants et ultérieurement pour l'élection des sénateurs, de manière à ce que les deux Chambres puissent se constituer le jour même de la dissolution.

Les pouvoirs du président de la république dureront jusqu'à la notification du vote du Congrès qui aura élu le nouveau président.

Le président de la république,

A. THIERS.

Le garde des sceaux,
ministre de la justice,
J. DUPAIRE.

On lit dans le *Paris* :

« Le parti bonapartiste s'associe loyalement et sans arrière-pensée à l'œuvre éminemment conservatrice de la droite et du centre droit de l'Assemblée Nationale. Le nouveau ministère et au besoin le gouvernement lui-même le trouveront, dans un moment donné, l'allié fidèle et résolu des monarchistes coalisés. »

« Mais, c'est un point sur lequel nous ne saurions trop insister, il serait impossible aux députés bonapartistes de pousser l'abégasation jusqu'à favoriser les menées auxquelles se livrerait, par exemple, M. le duc d'Annam. »

« République pour république, nous aimons autant celle-ci qu'une autre, et ne serait-ce que pour la question d'âge, nous préférons M. Thiers. »

« Nous avons cru cette explication nécessaire pour le cas probable où un effort définitif serait tenté contre la forme actuelle du gouvernement. »

« Une continuation du provisoire, sous une direction conservatrice, quelle qu'elle soit, voilà ce que nous acceptons. Et rien de ce qui touche au duc d'Annam ne nous semble rentrer dans cette combinaison, la seule qu'il nous soit possible d'aider et d'encourager. »

— L'audience tenue le 19 mai par le tribunal de Constantin, un incident s'est produit dans l'ouverture des débats. Le président a déclaré qu'un très grand nombre des témoins assignés par la défense ne sont pas payés et lui réclament leur taxe. Les défenseurs ont répondu que tous les accusés ayant leurs biens séquestrés, sous l'impossibilité de payer ces témoins. C'est le domaine qui les dépouille qui doit payer. Le président a répliqué que les accusés ne doivent pas être dénués complètement de ressources, puisqu'ils ont en le moyen d'appeler des défenseurs mandés de pays éloignés. Les défenseurs ont protesté; ils ont déclaré que plusieurs d'entre eux sont venus par dévouement. Beaucoup d'autres attendent encore des honoraires que, probablement, ils attendront longtemp. Le président dit qu'il connaît trop bien le dévouement des avocats pour en douter un seul instant. Il sollicite leur influence sur leurs clients en vue de faire payer de malheureux témoins, dont plusieurs sont obligés de vendre leurs effets pour vivre et ne peuvent retourner chez eux. « Le domaine, répliqua un des défenseurs, a dans ses caisses la fortune des accusés, qu'il les paie. »

Le lendemain M. Vuilleumier, avocat, examinant la moralité des témoins, en désigne un qui était chaouch du bureau arabe de Dra-el-Mizan, et qui, voulant détourner les recherches de la justice, suborna des témoins et fit prononcer, par le conseil de guerre, deux condamnations à mort qui furent exécutées et plusieurs peines infamantes dont plus tard l'erreur fut reconnue par la justice, qui libéra les innocents, frappa les vrais coupables et condamna le suborneur à cinq ans. Lorsque la justice arrêta ce chaouch, son chef, le capitaine Jobst, se brula la cervelle.

La présente affaire est basée sur le témoignage du suborneur, libéré depuis deux ans. Parmi les accusés, il y en a huit qui ont été témoins précédemment contre lui. M. Vuilleumier prend texte de ces faits pour soutenir que l'instruction de cette grosse affaire s'est faite avec légèreté.

— Dans notre numéro d'hier, nous parlions du « chef des Lascars » que l'on a arrêté à l'Elysée. Voici d'autres renseignements sur ce malheureux, victime de la politique.

M. Pinchon, tel est son nom, est arrivé à Bièvre, après avoir passé quarante-huit heures à l'Asile Sainte-Anne. Sa plus grande préoccupation est toujours le complot dirigé contre M. Thiers; il parle politique du matin au soir. Il s'attend à être nommé général et récompensé pour tous les services qu'il a rendus à sa patrie. Il est très loquace, exubérant, vantard, et à l'en croire, les Lascars dont il est véritablement le chef, l'avaient surnommé le *Lion du désert* à cause de sa bravoure.

« Grande manie à l'hôpital Sainte-Anne était d'envoyer des télégrammes au gouvernement. »

Ce malheureux occupait la position d'inspecteur général à la Compagnie d'assurances le *Crédit viager*; il y gagnait de très beaux appointements.

Depuis deux ou trois ans, il a gaspillé en entreprises patriotiques quelque chose comme deux ou trois cent mille francs, toute sa fortune.

Dernièrement encore, il faisait partie d'un comité électoral; il y aurait fait de très grands sacrifices d'argent.

Il n'a point d'enfants, et pleure au souvenir de sa femme, qu'il dit atteinte d'une phthisie pulmonaire.

Sa situation s'aggravant de jour en jour, le médecin de Bièvre désespère de sa guérison.

NECROLOGIE.

Le général d'artillerie de Beurnann est mort le 19, dans sa terre de Donzy, située à deux lieues de Sedan. Le général de Beurnann avait été tiré du cadre de réserve et chargé du commandement de la place de Sedan quelques jours avant la capitulation. Après avoir énergiquement refusé de se rendre le 31 août, il dut subir la capitulation du 2 septembre.

Grande-Bretagne.

On a reçu au Foreign-Office des nouvelles des *Samuel Baker*. Voici la dépêche adressée par le colonel Stanton, sous la date du 17 mai: « Le gouvernement égyptien vient de recevoir une dépêche du gouverneur général, dans le Soudan méridional; elle est datée du 15 mars et elle annonce l'arrivée, à Gondokoro, de renforts envoyés à *Samuel Baker*; elle confirme la dernière nouvelle, d'après laquelle

l'expédition est saine et sauve, et elle ajoute que sur la demande du voyageur, on lui a expédié un renfort de 200 hommes, avec des approvisionnements de sel et de munition. *Samuel Baker* n'a pas encore atteint le lac. »

— Nous avons sous les yeux, dit M. Paul Leroy Beaulieu dans le *Journal des Débats*, un récent document anglais que nous proposons pour modèle à l'administration française: c'est le *Miscellaneous Statistics of the United Kingdom*. Ce volume est tout un monde. En 500 pages in-4, il contient toute une série de tableaux sur les soixante sujets les plus importants de la vie sociale et de la vie nationale. Un esprit doct de quelque pénétration et de quelque justesse peut, en parcourant ces pages, se faire une idée plus précise de la civilisation anglaise que s'il lisait quelque quarante ou cinquante volumes de philosophes, de moralistes, de politiques et de professeurs sur les mêmes sujets.

Le volume est simplement la condensation de tous les chiffres et de tous les faits qui sont disséminés dans la multitude de rapports que rédige chaque année les différentes administrations, ou que les commissions d'enquête présentent au Parlement. En France aussi, nous avons des enquêtes, des rapports, des mémoires sur les sujets les plus variés. Le *Journal officiel* les reproduit à bâtons rompus, en les fractionnant, et en caractères microscopiques, si bien que la vue la plus solide s'épuise bientôt à compiler ces documents. D'autre part, ils sont souvent imprimés en gros volumes, dont la taille n'est pas proportionnée à celle des habitations modernes. Mais on ne prend pas soin de faire de cette collection de rapports et de mémoires en résumé substantiel, d'en retrancher tout ce qui est préambule, dissertation, rhétorique parlementaire ou administrative, et de donner aux hommes qui s'occupent de politique ou de science sociale une sorte de sommaire statistique qui devrait toujours être pour eux un *valde mecum*.

En parcourant ce volume, nous aurons donc le choix entre soixante sujets, parmi lesquels figurent la population, la police, l'éducation, les chemins de fer, les canaux, les mines, les banques, les assurances, l'émigration, etc. Nous ne condamnons pas cette nomenclature jusqu'au dernier article. Aujourd'hui nous n'allons étudier qu'un de ces soixante sujets, celui des manufactures dans le Royaume-Uni.

Les manufactures de coton sont, en 1870, dans les îles britanniques, au nombre de 2,433; en 1861 elles étaient plus nombreuses et atteignaient le chiffre de 2,887; en 1850 on n'en comptait que 1,932. Il ne faudrait pas croire que cette industrie ait décliné depuis 1861; le nombre des usines est inférieur, il est vrai, en 1870, mais leur puissance est plus grande. Le nombre des broches, en effet, a passé de 21 millions en 1850 à plus de 30 millions en 1861, et à plus de 37 millions 1/2 en 1870; d'un autre côté, le nombre des métiers à tisser s'est élevé de 250,000 en 1850 à 400,000 en 1861 et à 440,000 en 1870. On voit par ces chiffres que le développement a été infiniment plus rapide de 1850 à 1861 que de 1861 à 1870. Il y a des limites en effet à la progression d'une industrie; il est impossible d'espérer qu'une fabrication puisse s'étendre de 50 0/0 tous les dix ans. La force motrice des usines employées à la production des fils et des tissus de coton était de 82,500 chevaux en 1850, de 294,000 chevaux en 1861 et de 309,000 en 1870. Comme on le voit, la force motrice ne s'est pas élevée, de 1861 à 1870, dans une proportion égale à l'augmentation du nombre des broches et des métiers à tisser, ce qui prouve qu'on a dû mieux utiliser et laisser moins de force perdue. Cet accroissement de la force motrice tient uniquement à un emploi plus général de la vapeur. Le nombre des chevaux-vapeur s'est élevé en effet de 71,000 en 1850 à 300,000 en 1870; au contraire, la force hydraulique a diminué dans cet intervalle: elle est tombée de 11,550 chevaux en 1850 à 8,390 en 1870. Ce fait tient sans doute à la disparition des petites usines. Il est à croire que la cherté du charbon amènera aussi nos usines à moins gaspiller le combustible et à mieux se servir de leurs cours d'eau.

Le nombre des ouvriers occupés dans les manufactures de coton est très loin de s'être accru dans la même proportion que le nombre des broches ou des métiers. Il y a même un fait remarquable, c'est que le chiffre des ouvriers a légèrement diminué de 1861 à 1870, quoique le nombre des broches se soit élevé de 22 0/0 et le nombre des métiers à tisser de 22 0/0. C'est là une preuve que le travail de l'homme devient plus productif, soit par les efforts qu'il fait sur lui-même, soit par les progrès de la science et par le perfectionnement des méthodes. En 1850, il y avait 330,000 personnes travaillant dans les manufactures de coton; en 1861, on en comptait 451,569; en 1870, on n'en recensait plus que 450,087. Ainsi, depuis 1850, le chiffre des ouvriers ne s'est accru que de 38 0/0 environ, tandis que le nombre des broches et des métiers à tisser a augmenté de près de 80 0/0 dans la même période. Notez en outre que l'ouvrier travaille moins d'heures en 1870 qu'en 1850.

L'essor des manufactures de laine a été plus rapide que celui des manufactures de coton depuis 1850, en ce sens surtout que le nombre des métiers à tisser a plus que quintuplé: c'est le tissage à bras et à domicile qui expirait devant son puissant vainqueur, le tissage mécanique et en atelier. Le nombre des manufactures de laine ne s'est que peu élevé depuis 1850; mais elles sont devenues singulièrement plus puissantes. En 1850, elles étaient au nombre de 1,497; en 1861, de 1,679; en 1870, de 1,829. L'accroissement est assez faible, mais celui du nombre des broches est bien plus considérable: en 1850 il n'y avait que 1,595,000 broches dans l'industrie de la laine; en 1861, on en comptait 2,182,000; en 1870, il y en avait 2,691,000. Mais ce sont les métiers à tisser qui se multiplient surtout: du chiffre de 9,439 en 1850, ils s'élèvent à 2

L'empire n'est devenu beaucoup plus froid. Sur les autres parties de la Russie les vents sont faibles ; le temps est en général brumeux.

Sanctionnée le 2 mars 1873.

	A Rostov.	A Taganrog.	Ensemble
Caisse	53,148 24	16,696 02	69,844 26
Compte-courant à la Banque de l'Etat et à d'autres institutions de crédit	169,508 95	43,153 80	212,662 75
Succursale de Taganrog	300,000	"	300,000
Papiers portant intérêts	7,592 35	311 "	7,903 35
Compte courant spécial à la Banque de l'Etat	300,000	"	300,000
Comptes-courants spéciaux	39,415 53	"	39,415 53
Effets sur place	2,233,876 89	545,587 57	2,779,464 46
étrangers	1,625 38	18,011 85	19,637 23
protectés	29,376 14	"	29,376 14
envoyés en commission	5,755 14	249 49	6,004 63
Avances à terme :			
Sur titres	35,925	"	"
Sur marchandises	143,934	"	"
	179,859	"	179,859
Correspondants de la Banque :			
Débet	1,127,111 92	104,242 38	1,231,354 30
Comptes divers	89,226 99	"	89,226 99
Sommes transitoires	19,269 79	6,614 09	25,883 88
Dépenses de premier établissement	"	4,159 93	4,159 93
Effets mobiliers	8,019 21	"	8,019 21
Intérêts pour récompte de traites	21,739 84	"	21,739 84
	4,585,525 37	739,026 13	5,324,551 50
PASSIF.			
Compte du capital			
1 ^{er} versement : de 40 0/0 sur 12,000 actions	1,200,000	"	1,200,000
2 ^e " " " 30 0/0 " 12,000 "	900,000	"	900,000
	2,100,000	"	2,100,000
Fonds de réserve	6,943 03	"	6,943 03
Comptes-courants de la ville	253,707 95	72,319 12	326,027 07
Capital de virement de la succursale	"	300,000	300,000
Dépôts remboursables sur demande	12,265	2,452 30	14,717 50
Dépôts à terme	48,520	"	48,520
Récompte à la succursale de la Banque de l'Etat à Rostov	848,600	"	848,600
Correspondants de la Banque :			
créditeurs	1,124,064 82	335,040 42	1,459,105 24
Sommes transitoires	"	3,838 69	3,838 69
Profits et pertes	87	"	87
Profits de 1872	12,937 57	25,375 40	154,312 97
Commission, intérêts, etc.	"	"	"
Dividende :			
Dividende non distribué de 1872	62,400	"	62,400
	4,585,525 37	739,026 13	5,324,551 50

Les opérations de la Banque ont commencé le 1^{er} mars 1872.

Celles de la succursale le 30 janvier 1873.

MAISONS RECOMMANDÉES.

G. M. HUTTON & Co
VÉRITABLES MACHINES À COUDRE AMÉRICAINES
de WHEELER & WILSON
Petite Morskaïa, n° 14.

VÉRITABLES CIGARES de la HAVANE
J. SPÖRHASE
Rue Michel, n° 2, vis-à-vis de l'hôtel Klée.

FABRIQUE D'OBJETS ET DE BIJOUTERIE
EN MALACHITE ET EN LAPIS LAZULI
J. SPÖRHASE
Rue Michel, n° 2, vis-à-vis de l'hôtel Klée.

CHOCOLAT DE LA C^{te} COLONIALE
PARIS ET ST-PÉTERSBOURG
Dépôt Grande-Morskaïa, maison n° 15.

SONNERIE A AIR.
Winterhalter & Co.
Canal Catherine, maison n° 12, log. n° 5.
Moscou, boul. Petrovsky, m. Popov, près l'Ermitage.

OFFICE DE PUBLICITÉ
RUD. MOSSE.
Grosse Friedrichsstrasse, n° 66, à Berlin.

MAURICE FLORAND
MARCHAND TAILLEUR
15, perspective Nevsky, au pont de Poïtce.
Dernières nouveautés d'Angleterre et de France.

FABRIQUE D'ARTICLES EN BRONZE
ET EN MELCHIOR
Alex. Katsch.
Perspective Nevsky, 36, en face de la Douïna.

Aux personnes se rendant à l'étranger la maison de banque de Mawrikij Nelken ouvre des comptes courants étrangers au taux de 7 00 l'an, et délivre des lettres de crédit sur des maisons de banque de premier ordre des principales villes de l'Europe.

On peut se procurer gratis au comptoir, perspective Nevsky, n° 14, le prospectus détaillé sur ces opérations.



MACHINES A COUDRE AMÉRICAINES
système CALLEBAUT
ET AUTRES MACHINES DES MEILLEURS SYSTÈMES
HOWE, WHEELER ET WILSON, SINGER ET AUTRES.
LÉON CASTILLON
COMMISSIONNAIRE DU MINISTÈRE DE LA GUERRE
le seul qui ait obtenu à l'Exposition de Moscou de 1872
Les aigles Impériales et deux grandes médailles d'or.
A St-Petersbourg, au coin de la Gr.-Morskaïa et de la persp. Nevsky,
m. Elissée, 15-16; à Moscou, pont des Maréchaux, 11, m. Komarov.



MACHINES A COUDRE
de NUSSEY & PILLING.
La machine perfectionnée Little Stranger (navette)
25 roubles.
Le Nussey & Pilling, nouvelle machine à coudre
silencieuse, pour la famille (navette), 50 r.
Le Tudor, silencieuse, pour l'ouvrage de tailleur
et de fabricant (navette), 57 r.
Machines Wheeler & Wilson.
On fournit MM. les négociants. — Bureau à Lon-
dres, C. E. Wilson, 29, Falcon Square E. C. Usines
Park Works, Park Lane, Leeds, England. 1090

CATHERINE SALEMANN
fournisseur de la Cour Impériale
à l'honneur de recommander au public son grand choix de broderies pour civils et militaires
Uniformes et traines de Cour.
Perspective Nevsky, au coin de la Grande Sadovaya, n° 52.
On prie de faire attention à l'adresse, la maison n'ayant qu'un seul magasin.

VÉRITABLES MACHINES A COUDRE AMÉRICAINES
de ELIAS HOWE junior
ST-PÉTERSBOURG MOSCOU
G. rue des Ecclésiastiques, Gr. Loubianka,
maison maison du prince
Bachmakow, Golitsyne,
N° 29. chez G. BLOCK.
S. ROBERT, agent principal pour toute la Russie.
Comptoir: au Gostinnoi-Dvor, kladovaïa, N° 1.

CHEMIN DE FER
D'OREL-GRIAZI.
Mouvement et recettes pour le mois d'avril 1873.
Mouvement: Recette:
17,694 voyageurs et militaires. 26,354 88
5,437 pouds de bagages. 1,282 49
969,974 pouds de marchandises. 46,459 71
Recettes diverses. 380 03
Total pour avril 1873. 74,477 11
Recette en 1872. 71,593 02
Différence en faveur de 1873. 2,884 09
Du 1^{er} janvier au 1^{er} mai 1873.
Mouvement: Recette:
72,576 voyageurs et militaires. 100,929 73
21,094 pouds de bagages. 5,615 35
5,722,087 pouds de marchandises. 290,666 10
Recettes diverses. 2,583 46
Total pour 1873. 399,794 64
pour 1872. 450,020 24
Différence en faveur de 1872. 50,225 60
Recette moyenne par jour: voyageurs, bagages, marchand. recettes.
Avril 1873. 590 pers. 181 pouds 32,332⁶⁴ 2,482 r. 57 c.
1872. 672 258 27,639 2,386 43
Du 1^{er} janvier au 1^{er} mai 1873. 604 175 47,684 3,331 62
1872. 698 228 51,710 3,719 17

LE COMITÉ
DE LA
GRANDE LOTERIE
APPROUVÉE PAR
S. M. L'EMPEREUR
et organisée en faveur des sections que voici de la Société de bienfaisance de Moscou: Arbatski, Gorodski, Yakimovski et Serpoukhovski
SOCIÉTÉ PLACÉE SOUS LE PATRONAGE IMMÉDIAT DE
LEURS MAJESTÉS IMPÉRIALES
AINSI QU'EN FAVEUR
de la Caisse de secours aux personnes du sexe féminin qui servent dans les
HOSPICES DES PAUVRES A MOSCOU
à l'honneur de porter à la connaissance générale que le tirage de cette loterie, qui devait avoir lieu au carnaval passé, a été remis aux
27, 28, 29 et 30 mai 1873.
EN TOUT 1,800 LOTS GAGNANTS.
Dont les principaux sont:
1 lot de billets du second emprunt à primes (au cours du jour) de 25,000 r.
1 " " " " " " " " 10,000
1 " " " " " " " " 3,000
1 " " " " " " " " 2,000
1 " " " " " " " " 1,000
2 " de 500 r. " " " " 1,000
10 " de 200 r. " " " " 2,000
100 " en objets de bijouterie de la valeur de 3,000
700 " en argenterie 18,000
783 " en objets de bronze et autres 19,000
Prix du billet — un rouble.
On peut se procurer des billets à Moscou et à St-Petersbourg dans les principaux magasins de ces deux capitales.
La vente des billets aux personnes demeurant à l'intérieur est confiée par le comité de curatelle au magasin Hildebrandt et Co (ci-devant Junker) à Moscou, au pont des Maréchaux, maison Popov. Les personnes de l'intérieur qui désirent faire l'acquisition de billets sont donc priées de s'adresser à cet effet à ce magasin, en ayant soin de lui envoyer le prix des billets et de bien préciser leur adresse. Elles sont priées d'ajouter aussi à leur envoi le montant des frais de poste d'après le calcul suivant: pour 1 à 6 billets 30 c., pour 7 à 10 billets 55 c., pour 11 à 20 billets 80 c., pour 21 à 30 billets 1 r., pour 31 à 50 billets 1 r. 25 c. Quant aux personnes qui se font expédier plus de 50 billets, elles n'ont aucuns frais de poste à supporter.
L'envoi du montant des frais de poste peut se faire en argent ou en timbres-poste.
Publication sera faite à l'avance du local où aura lieu le tirage dans la Voie, la Gazette de Moscou, les Nouvelles contemporaines et le Journal de St-Petersbourg.
Les personnes de l'intérieur, quel que soit le nombre de billets qu'elles ont fait venir par l'entremise du magasin Hildebrandt et Co, ci-devant Junker, à Moscou, reçoivent après le tirage une liste des numéros sortis avec le catalogue des lots gagnants pour lesquels on est prié d'envoyer après réception la somme de 15 c. à l'adresse du magasin Hildebrandt et Co, ci-devant Junker, à Moscou.
L'envoi du montant des frais de poste peut se faire en argent ou en timbres-poste.
Publication sera faite à l'avance du local où aura lieu le tirage dans la Voie, la Gazette de Moscou, les Nouvelles contemporaines et le Journal de St-Petersbourg.

BANQUE FONCIÈRE DE KHARKOW.
La Banque fait des avances: 1^{re} contre hypothèque de propriétés situées dans les gouvernements de Kharkow, de Koursk, de Voronège, de Catherinebourg, de Poltava, d'Orel et du territoire des Cosaques du Don; 2^{re} contre hypothèque de propriétés urbaines immobilières situées dans les villes de Kharkow, Koursk, Orel, Voronège, Novotcherkassk, Rostow sur le Don, Taganrog, Catherinebourg, Poltava, Krémetchoug et dans les bourgs de Krioukov, Bielgorod et Soumy.
Les personnes qui reçoivent les avances n'assument pas de garantie collective pour ces prêts, pas plus qu'elles n'encourent de responsabilité pour l'administration de la Banque.
La Banque fait des avances, selon le désir de l'emprunteur, en lettres de gage, dont la valeur est basée soit sur le rouble crédit de l'Empire, soit sur le rouble métallique.
Les avances se font sur le pied de 60 0/0 de la valeur d'estimation de la propriété. L'estimation des propriétés foncières est ou normale ou spéciale. Les personnes auxquelles une avance aura été faite d'après l'estimation normale peuvent en recevoir une supplémentaire d'après l'estimation spéciale.
Les propriétés foncières urbaines sont estimées d'après leur valeur matérielle et leur rapport.
Les avances s'effectuent contre hypothèques de propriétés dont la valeur d'estimation est au moins de 500 roubles.
Les avances sont faites aux termes suivants: contre hypothèque de propriétés foncières pour 43 ans et demi et 48 ans et 8 mois; contre hypothèque de propriétés urbaines immobilières pour 18 ans et 7 mois et 19 ans et 11 mois.
Les personnes à qui sont faites ces avances paient chaque demi-année sur la valeur nominale des lettres de gage qui leur reviennent pour les sommes avancées: a. pour 43 ans et demi et 18 ans et 7 mois 3 0/0 d'intérêts; pour les prêts faits pour 48 ans et 8 mois et 19 ans et 11 mois 2 1/2 0/0 d'intérêts et 1/2 0/0 destiné à la formation du capital de réserve de la Banque, du dividende des actionnaires et des frais d'administration de la Banque; et b. 1/4 0/0 pour l'amortissement des avances faites pour 43 ans et demi et 48 ans et 8 mois et 1 1/2 0/0 pour l'amortissement de celles qui ont été délivrées pour 18 ans et 7 mois et 19 ans et 11 mois. Ces paiements doivent être effectués d'avance pour chaque semestre, le 30 juin et le 31 décembre au plus tard.
La Banque fait des avances: 1^{re} en lettres de gage ou 2^{re} en argent comptant.
Dans le dernier cas la Banque se charge de la vente des lettres de gage au cours existant, en prélevant une commission de 1/4 0/0.
Les avances peuvent aussi être faites partie en lettres de gage et partie en argent comptant.
Pour couvrir les frais d'estimation et de fabrication des lettres de gage il est prélevé une fois pour toutes 1 0/0 du total de la somme de l'avance.
Les emprunteurs effectuent les paiements qu'ils doivent faire à la Banque proportionnellement au prix courant de la monnaie dans laquelle est émise la lettre de gage qui leur a été délivrée.
L'emprunteur peut payer sa dette avant le terme, soit en lettres de gage, soit en argent comptant. En cas de paiement de la dette au moyen de lettres de gage, la Banque les accepte à leur cours nominal. En cas de paiement en argent comptant, la Banque prélève, outre le montant du capital, des intérêts jusqu'au jour du plus prochain tirage auquel les lettres de gage de cette dette doivent être annulées.
Le rachat de la propriété avec renouvellement de l'avance est admis après extinction d'un cinquième de la dette qui grève le bien. L'hypothèque facilite l'amortissement des dettes privées ainsi que des dettes envers les établissements de crédit de l'Etat, pour le transfert desquelles la Banque entre en accord avec le ministère des finances.
Les formules des déclarations, des inventaires d'estimation et les instructions d'après lesquelles a lieu l'estimation des propriétés sont expédiés et distribués gratuitement par la direction de la Banque.
Agents de la Banque.
A Poltava MM. J. V. Dobrovolski.
Gadiatch N. M. Prissetsky.
Catherinebourg R. Uhlmann et Co.
Koursk A. A. Spessivtsov.
Novokhopersk A. J. Malama.
Soumy N. K. Atchevsky.
Orel la Société de crédit mutuel d'Orel.
Novotcherkassk MM. A. P. Jantanow.
Rostow sur le Don P. O. Voïtsekhovsky.

ALTERATIONS DU TEINT ET RIDES

SANS EXTRACTION
GUÉRISON facile et complète des dents douloureuses, raffermissement des dents chancelantes.
Malaïa Morskaïa, 16, log. 1.
Elixir américain
n° 8 des GOUTTES AMÉRICAINES d'Hippolyte Mayesky, sous le nom d'Elixir américain a provoqué parmi le public le désir de pouvoir les obtenir séparément. Ensuite de quoi le Dépôt des Gouttes américaines, (22, rue des Officiers, log. n° 15) en a préparé en flacons de Paris de deux grandeurs de 3 à 4 r. qu'il met en vente non-seulement au dépôt, mais aussi dans les principaux magasins de la capitale: chez Stoll et Schmidt, au laboratoire chimique, perspective Nevsky, maison de l'église catholique; au magasin de la Société russe de produits pharmaceutiques; au Gostinnoi-Dvor, chez les parfumeurs Rouzanow et Popov. 1463

FABRIQUE D'APPAREILS CONTRE L'INCENDIE, AVEC PRIVILEGE IMPÉRIAL ET ROYAL
W. KNAUTH, Vienne,
Léopoldstadt, Miesbachgasse, 15, vis-à-vis l'Auditorium.
25 Médailles.
Pompes à incendie de toute espèce, pompes de jardin de différents genres, hydrophores, pompes centrifuges, pompes pour bâtiments en construction, pompes à bière, à vin, etc., tuyaux, seaux à incendie en toile de chanvre, caoutchouc en caoutchouc, objets d'équipement pour pompiers, etc. — Catalogues illustrés, gratis par la poste. 825

LE DEPOT GENERAL
DE MON
EAU ANATHERINE POUR LES DENTS
se trouve au magasin de MM. Stoll & Schmidt, à St-Petersbourg, au coin du Kirpichnoi péroulok, maison Kononow.
Prix du flacon 1 r. 20 c.
J. G. Popp, à Vienne.
médecin, dentiste de la cour imp.-royale.

CHARLES MASSON & Co
NETTOYAGE ET MISE A LA NOUVELLE FORME
DES CHAPEAUX DE CASTOR, PAILLE ET CRIN.
GRAND ASSORTIMENT DE CHAPEAUX NOUVEAUX
POUR DAMES, ENFANTS, ET JEUNES FILLES.
ATELIER POUR ROBES ET MANTEAUX.
CHARLES MASSON & Co, canal Catherine, n° 16, maison Olkhine. 828

BAINS DE HALL
HAUTE-AUTRICHE.
Les salines iodo-bromurées de Hall, dans la Haute-Autriche, occupent le premier rang parmi les thermes de ce genre, grâce à leur richesse en iode et en brome et aux brillantes cures qu'elles ont opérées.
Elles sont particulièrement efficaces pour la guérison des maladies suivantes: scrofules sous toutes les formes, rachitisme, syphilis invétérée, maladies de la peau, et des membranes muqueuses, certaines maladies des femmes, affections chroniques des os, inflammations articulaires et leurs suites, etc.
Hall, situé dans une des plus charmantes contrées de la Haute-Autriche, jouit de tous les avantages de son climat subalpin et convient par conséquent aussi aux cures de petit-lait, pour lesquelles les baigneurs disposent d'excellent petit-lait de chèvre.
Hall, dans la Haute-Autriche, entre les villes de Linz, de Steyer, et de Wels, est à huit heures de Vienne et à six heures de Salzbourg et de Passau.
On a donné pleine satisfaction aux desirs manifestés par le public, en établissant de nouveaux conduits qui amènent constamment de l'eau de source excellente et fraîche, en organisant une cure d'eau iodurée à boire, en découvrant de nouvelles et abondantes sources d'eau iodurée, en installant de nouveaux cabinets de bain, en inaugurant au bureau télégraphique le service continu de jour et de nuit, et enfin en améliorant le régime postal de façon à ce qu'il ait quatre expéditions par jour.
En outre, on a procuré aux voyageurs tous les agréments possibles: un magnifique Kursaal avec de confortables salles de lecture, de jeu et de billard, un bon orchestre, des bals, des concerts, un vaste et superbe parc, avec délicieuses échappées de vue sur les montagnes, et de ravissantes promenades dans les environs.
L'ouverture de la saison a lieu chaque année le 15 mai et la clôture ordinairement à la fin de septembre.
Pour tous renseignements plus précis, s'adresser à l'administration des bains de Hall.
Pour les malades auxquels le voyage à Hall est impossible, on expédie l'eau iodurée en bouteilles, pour l'usage interne et externe, et le sel d'iode, également en bouteilles, par caisses de 25 ou 50 bouteilles.
C'est la maison de commerce des héritiers de F. W. de Haselmayer à Linz qui se charge des envois et donne tous autres renseignements. De plus, on trouve l'eau iodurée et le sel d'iode de Hall dans tous les grands établissements d'eaux minérales.
Le comité permanent de la Haute-Autriche.
Linz, le 17 avril 1873. 1515

LE LAIT ANTÉPHÉLIQUE

pur ou coupé d'eau (il y a une instruction) enlève masque de grosseur, taches de rousseur, lentilles, — dissipe rides, hâle, feux, rougeurs, boutons, efflorescences, rugosités, etc., — rend et conserve la peau du visage claire, ferme et unie.
Paris, Candes et Co, boulevard Saint-Denis, 26, et chez les principaux parfumeurs détaillants et coiffeurs de France et de Russie. — (22^e année). — Flacon, 5 fr. 592

CHEMIN DE FER DE LA BALTIQUE.

Service d'été à partir du 15 mai 1873.
1^{re} Entre St-Petersbourg, Réval et Port-Baltique.
Départ de St-Petersbourg: Pour Réval à 10 heures du matin et à 9 heures du soir.
Arrivée à St-Petersbourg: De Réval à 10 h. 40 m. du matin et à 9 h. 30 m. du soir.
Pour Port-Baltique: à 9 h. du soir.
De Port-Baltique: à 10 h. 40 m. du matin.
Observation. Aucun passager n'est pris sur tous ces trains de St-Petersbourg et Ligovo pour Krasnoé-Sélo, ni pour revenir de cette dernière localité.
2^{re} Entre St-Petersbourg et Oranienbaum.
Départ de St-Petersbourg: Pour Oranienbaum à 8 h. et à 11 h. du matin; à 1 h. et à 4 h. de l'après-midi, et à 6 h. 7 h. 15 m. et 10 heures et 11 heures du soir.
Arrivée à St-Petersbourg: D'Oranienbaum à 9 h. 50 m. du matin, midi, 2 h. 30 m. et 5 h. de l'après-midi, 8 h. 16 m. 11 h. 20 m. du soir et 1 h. de la nuit.
Observation I. Tous les dimanches et fêtes: les 20, 27 et 28 mai; les 3, 10, 17, 24 et 29 juin; les 1^{er}, 8, 15, 20, 22, 27 et 29 juillet et les 5, 6, 12, 15, 19, 26, 29 et 30 août seront expédiés des trains de St-Petersbourg au Nouveau-Peterhof à 3 h. de l'après-midi et du Nouveau-Peterhof à St-Petersbourg à 10 h. du soir.
Observation II. Les jours où il y a spectacle au théâtre de Krasnoé-Sélo, on expédie des trains: d'Oranienbaum à St-Petersbourg à 6 h. du soir et de St-Petersbourg à Oranienbaum à minuit. Ces trains ne seront composés que de voitures de 1^{re} et de 2^{de} classes.
3^{re} Entre St-Petersbourg et Krasnoé-Sélo.
Départ de St-Petersbourg: A Krasnoé-Sélo à 6 h. 50 m. et 10 h. 30 m. du matin, 1 h. 30 m. de l'après-midi et 7 h. 45 m. et 10 h. 48 m. du soir.
Arrivée à St-Petersbourg: De Krasnoé-Sélo à 8 h. 38 m. du matin, midi et 28 m. et 4 h. 30 m. de l'après-midi, 6 h. 30 m. et 10 h. 29 m. du soir.
Observation. Les jours où il y a spectacle au théâtre de Krasnoé-Sélo, on expédie les trains suivants: de St-Petersbourg à Krasnoé-Sélo à 6 h. 40 m. du soir, et de Krasnoé-Sélo à St-Petersbourg à 11 h. 45 m. du soir. Ces trains ne seront composés que de voitures de 1^{re} et de 2^{de} classes. 1583